

<https://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en-3651>



Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2018 - N° 1199 - juillet 2018 -

Date de mise en ligne : mardi 1er janvier 2019

Date de parution : juillet 2018

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Numérisation, décarbonisation frappant des industries traditionnelles, robots remplaçant des employés et même des travailleurs indépendants, contrats zéro heure ou de courte durée, peu de travailleurs en Europe ne seront pas touchés. Comment les syndicats répondent-ils à toutes ces menaces ?

Un des messages qui est ressorti de la grande conférence sur les mondes du travail en transition, organisée du 27 au 29 juin à Bruxelles par la Confédération Européenne des Syndicats (ETUC) et l'Institut des Syndicats Européens (ETUI) était qu'on ne peut pas traiter séparément toutes les méga-tendances observées. Ajoutées au meli-melo de la mondialisation, aux mouvements de populations et aux besoins des populations vieillissantes, elles génèrent des transformations qui devraient améliorer la vie, mais actuellement c'est rarement le cas ! Il est presque impossible de prévoir avec précision l'impact de la transformation numérique sur le travail.

Les syndicats cherchent des réponses cohérentes au catalogue de défis. D'après Pierre Habbard, secrétaire général du comité consultatif des syndicats de l'OCDE, 14% des emplois devraient disparaître et 40% subir des transformations majeures. « Ce n'est pas la première fois que le mouvement ouvrier est confronté au changement, mais cette fois-ci c'est différent », avertit-il. Quelque 70% des travailleurs craignent d'être remplacés par des robots mais ce pourcentage est probablement surestimé parce que des emplois qui pourraient en théorie être automatisés contiennent des tâches spécifiques qui impliquent des jugements humains.

Peter Frase, ancien professeur, membre du comité de rédaction du magazine new-yorkais Jacobin et auteur de plusieurs ouvrages dont *Four Futures : Life After Capitalism* [\[1\]](#) attire l'attention sur les technologies de "travail complémentaire", supposées rendre la tâche principale plus facile, mais constituant souvent une nouvelle pression (par exemple les dispositifs permettant d'évaluer les performances individuelles, comme c'est le cas chez Amazon).

Luc Triangle, secrétaire général de la fédération syndicale Industrial Trade, prévient que la numérisation risque de conduire au remplacement d'emplois sûrs et bien payés par des emplois temporaires, mal payés. Il y a un risque que les employeurs utilisent la menace d'une automatisation pour faire baisser les salaires et dégrader les conditions de travail.

La solution de la Commission se résumerait, selon le commissaire Ansip, au seul mot de compétence. Pour les syndicalistes qui sont sur le terrain, c'est une simplicité trompeuse. Ils sont sceptiques : est-ce que les gouvernements et les employeurs peuvent ou veulent faire les investissements nécessaires ?

Dans une étude récente sur l'intelligence artificielle (IA) effectuée pour l'ETUI, Aida Ponce affirme qu'il n'est pas suffisant d'acquérir de nouvelles compétences techniques et que les travailleurs du futur auront besoin d'assimiler un cadre intellectuel nouveau et plus complexe s'ils veulent bénéficier du potentiel des meilleurs emplois. En bref, les travailleurs doivent devenir « compétents en IA », c'est-à-dire comprendre comment elle transformera leur rôle, anticiper et visualiser son impact sur leur travail... ce qui implique un effort conjoint du système scolaire et des employeurs.

Luc Triangle souligne qu'il n'est pas suffisant de requalifier les travailleurs s'il n'y a pas d'emploi pour eux ou s'ils sont trop éloignés. Pour lui « les travailleurs ne sont pas des pièces d'échec que l'on peut déplacer à volonté dans le continent européen » et il rappelle que la récente fermeture d'une mine de charbon en Bulgarie s'est faite en abandonnant les mineurs sans aucune autre possibilité d'emploi !

La technologie en elle-même est probablement neutre, mais la façon dont on l'introduit peut ruiner des vies. S'adapter peut être beaucoup plus difficile pour certains que pour d'autres. Les syndicats doivent agir pour que la transition se fasse en protégeant les travailleurs, ils doivent anticiper et organiser le changement mais ne pas

s'opposer au futur. Les humains doivent garder le contrôle des données et de la numérisation.

Il ne manque pas de voix pour annoncer des conséquences apocalyptiques si on ne contrôle pas le changement. « Si les gouvernements sont trop effrayés pour assurer cette régulation nous aurons tous des problèmes », dit Sharan Burrow, secrétaire général de la confédération des syndicats.

Guy Ryder, secrétaire général du Bureau International du Travail, fait un parallèle entre la rupture de divers systèmes de coopération multilatéraux actuels et la grande dépression des années 30... et la guerre qui suivit.

Saskia Sassen [2], professeur de sociologie, peint un tableau encore plus noir de la montée des prédateurs dans les économies occidentales avec des entreprises multinationales comme Facebook, Google et les rapaces de la haute finance qui en tirent des ressources à la fois intellectuelles et physiques sans aucune responsabilité ou contrôle : « Rendre visible l'invisible, renforcer la responsabilité, mettre fin à la possibilité des multinationales géantes de masquer leur activité réelle c'est un premier pas vers un futur qui bénéficiera à tous et non plus à quelques uns ».

[1] Peter Frase, Four futures : Life after capitalism

[2] Avocate de formation, titulaire d'une maîtrise en bioéthique et d'un doctorat européen en droit. Ses recherches à l'ETUI portent sur les questions juridiques, éthiques et réglementaires relatives aux nanotechnologies et à la politique européenne.